

**LES MARCHÉS DU CRÉDIT
DES PAYS D'AFRIQUE**

**Collection dirigée par le
prof. Giordano Dell'Amore**

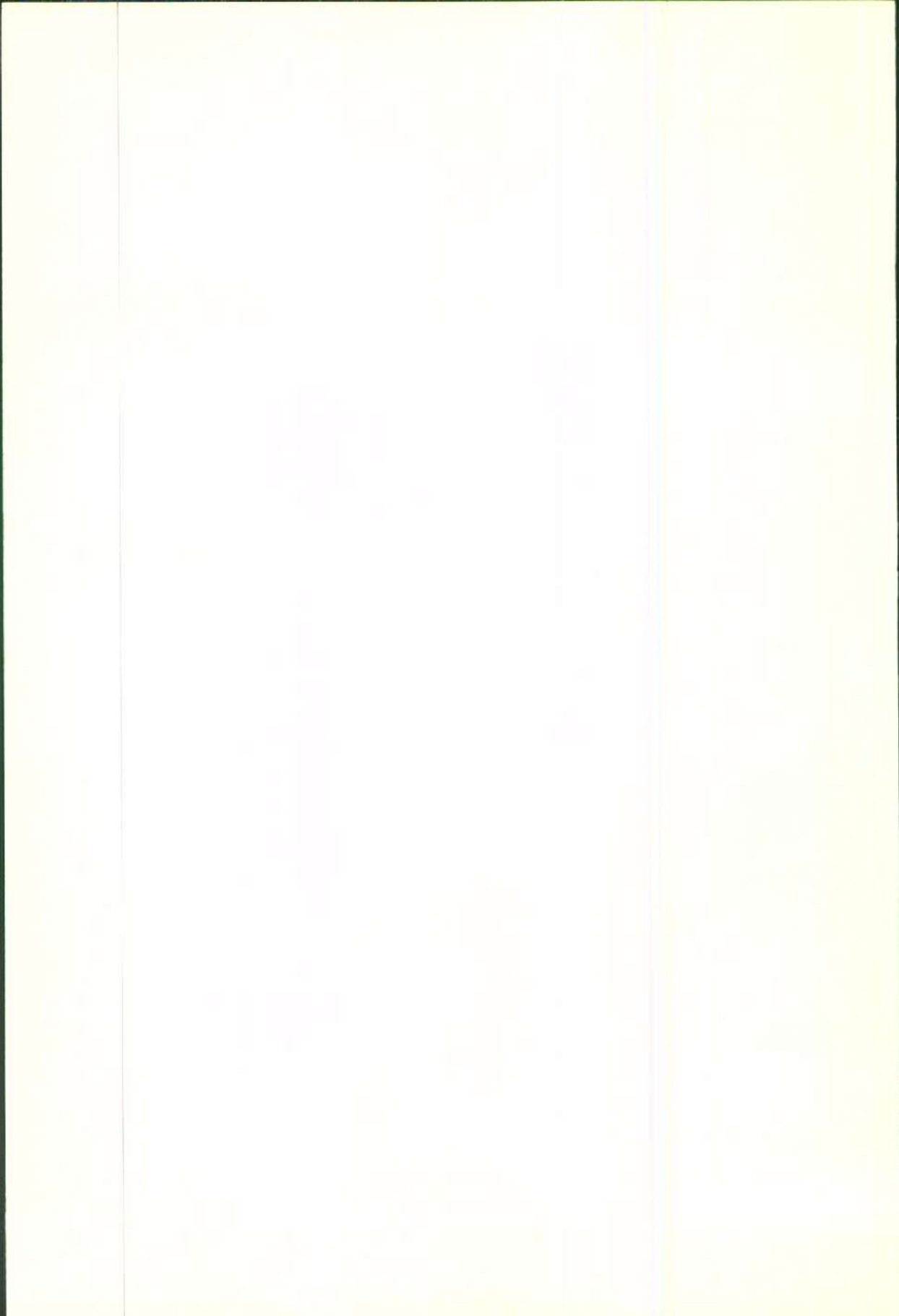
Bruno Rossignoli

SYSTÈME BANCAIRE DE L'ALGÉRIE



cassa di risparmio delle provincie lombarde — milan





LES MARCHÉS DU CRÉDIT DES PAYS D'AFRIQUE
Collection dirigée par le Professeur Giordano Dell'Amore

OUVRAGES DÉJÀ PARUS DANS CETTE COLLECTION:

- 1 - Les systèmes bancaires des Pays d'Afrique.
- 2 - Sergio Bortolani - Le système bancaire du Niger.
- 3 - La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains.
- 4 - Paolo Mottura - Le système bancaire de la Tunisie, 1956-1970.
- 5 - Bruno Rossignoli - Le système bancaire de l'Algérie.

EN COURS DE PRÉPARATION:

- 6 - Lorenzo Frediani - Le système bancaire du Gabon et la Banque centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun.

BRUNO ROSSIGNOLI

LE SYSTÈME BANCAIRE
DE L'ALGÉRIE

TOUS DROITS RÉSERVÉS

REMERCIEMENTS DE L'AUTEUR

La présente monographie est le résultat de recherches qui eurent lieu à Alger au cours des mois de juillet-août 1971. J'ai été l'hôte de la Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance de cette ville et je désire exprimer ici mes plus vifs remerciements pour l'aide précieuse qui m'a été fournie.

Je suis particulièrement reconnaissant au Directeur général de l'Institut Monsieur TAHAR IMALHAYÈNE et au Directeur adjoint des Services financiers Monsieur MOHAND HAMRIOUI, pour l'empressement et la courtoisie avec lesquels ils ont facilité le déroulement de mes recherches. Mes remerciements vont aussi aux fonctionnaires et à tout le personnel de la Caisse.

La documentation bibliographique et les renseignements disponibles sur le système bancaire algérien ne sont en effet exhaustifs: d'une part, les publications existantes concernent exclusivement la période antérieure à 1962 (année de l'indépendance du Pays) et, d'autre part, les statistiques monétaires et celles concernant le crédit n'ont pas été rendues publiques non plus que les rapports annuels de la Banque centrale. Ces lacunes ont pu être partiellement comblées grâce aux informations obtenues au cours d'une série de rencontres fréquentes avec divers représentants et cadres des banques algériennes, mais il est regrettable que, dans certaines circonstances, le secret ait été gardé sur des questions

dont certaines sont même de nature institutionnelle. De toutes façons, je tiens à exprimer ma vive reconnaissance à tous ceux qui ont contribué à mener à bonne fin la présente étude et tout spécialement à Messieurs DJILLALI HACHI (Directeur de l'administration générale de la Banque Centrale d'Algérie), MOHAMED CHEBOUB (Directeur des Services financiers de la Banque Extérieure d'Algérie), RACHID HAMIDOU (Directeur adjoint de la Section « Trésor et Crédit » du Ministère des Finances), YAHIA BRAHIM CHERIF (Directeur du Département du Financement de l'Agriculture de la Banque Nationale d'Algérie) et AZZEDINE AMARA (Directeur du Département des Etudes et Relations Financières Extérieures de la Caisse Algérienne de Développement).

BRUNO ROSSIGNOLI

PREMIÈRE PARTIE

CARACTÈRES FONDAMENTAUX
DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

1. L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE AU COURS DE LA PÉRIODE ALLANT DE L'INDÉPENDANCE AU PLAN QUADRIENNAL 1970-1973

Le système économique dont l'Algérie a hérité au moment où elle est devenue indépendante (le 1er juillet 1962) était de structure typiquement coloniale. En outre, il traversait une période de dépression générale ayant pour cause principale la cessation des activités d'un grand nombre d'entreprises à la suite des événements politiques de l'époque et de la guerre.

Afin de libérer l'économie nationale de sa position satellite à l'égard de la France et de jeter les bases nécessaires au développement autonome de l'économie, les pouvoirs publics du nouvel Etat ont progressivement pris le contrôle des structures financières du Pays et de celui de la production. Ce processus d'algérianisation a débuté dans le secteur de l'agriculture et s'est étendu par la suite aux autres branches de la production, y compris également le système bancaire pour atteindre son point culminant avec les mesures de nationalisation des sociétés françaises de pétrole.

Cette nationalisation du système économique (1) a fourni aux gouvernants algériens les instruments nécessaires à la mise sur pied d'une stratégie nouvelle de développement basée sur une pla-

(1) Les événements qui eurent lieu immédiatement après l'indépendance et les choix politiques et sociaux de l'Algérie — à mi-chemin entre le capitalisme d'état et le socialisme caractéristique des Pays arabes — ont créé, auprès du secteur public, un secteur autogéré ou socialiste et ont laissé à l'initiative privée une importance limitée.

nification imposée. Ces orientations de la politique économique ont, tout d'abord, été données dans le Plan triennal de 1967-1969 et confirmées dans le Plan quadriennal pour 1970-1973.

Le Plan triennal constitua la première tentative d'intervention organique dans l'économie du Pays de la part du Gouvernement afin de promouvoir la mise en oeuvre de réformes adéquates des structures pour accélérer le démarrage de l'économie nationale. Ce dernier met l'accent sur le processus d'industrialisation et, en particulier, sur l'expansion des industries exploitant les ressources naturelles. En effet, les investissements publics programmés pour le secteur industriel pendant la période triennale de 1967-1969 ont atteint un montant de 5.400 millions de dinars (DA) (1), soit environ 48% du total des investissements (11.081 millions de DA). Par contre, les investissements prévus pour le secteur agricole s'élèvent à 1.869 millions de DA, soit 16% des emplois globaux.

Bien que le Plan triennal ait été partiellement exécuté (les investissements effectués ont été de 9.124 millions de DA, soit un taux moyen de réalisation de 82%), l'économie du Pays a pu surmonter la crise qu'elle traversait pendant les dernières années de domination française, tout en atténuant le caractère colonial de ses structures. Alors que le taux de croissance du produit national brut, aux prix du marché, ait été en moyenne de 6% pendant la période 1963-1967, il a atteint 12% et 9% respectivement en 1968 et 1969; ceci est dû surtout à l'augmentation de la production dans les secteurs de l'industrie et de la construction et à l'expansion soutenue du secteur des pétroles. En 1967 et en 1969 la composition du produit national fait ressortir, en outre,

(1) Jusqu'en août 1969, le dinar algérien était à la parité du franc français. A la suite de la dévaluation de ce dernier, le rapport de change est le suivant: 1 DA = 1,12499 F.F.

TABLEAU 1

PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ ET REVENU PRO CAPITE

Rubriques	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Produit national brut (en milliards de DA)	13,3	14,1	15,1	16,2	18,1	19,3
Revenu pro capite (en DA)	1.138	1.183	1.243	1.292	1.399	1.483

SOURCE: THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, *Quarterly Economic Review*, Supplément annuel 1971, page 5.

TABLEAU 2

EMPLOIS DU PRODUIT NATIONAL BRUT
(en milliards de DA)

Secteurs	1967		1969	
	Montant	%	Montant	%
Consommation des particuliers	10,1	62,5
Consommation publique	3,1	19,1	3,3	17,1
Investissements bruts	2,7	16,6	4,5	23,3
Solde des exportations et importations	0,3	1,8
Produit national brut aux prix du marché	16,2	100	19,3	100

SOURCE: THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, *Quarterly Economic Review*, Supplément annuel 1971, page 6.

ainsi que le montre le Tableau 2, l'augmentation sensible du montant des investissements bruts qui est passé de 16,6% à 23,3 pour cent.

Pendant la période 1967-1969, quelques modifications ont eu lieu également dans la structure du produit national brut, elles sont la conséquence du processus de décolonisation de l'économie qui a débuté avec le Plan triennal. Ainsi que le fait ressortir le Tableau 3, la part du produit fournie par les secteurs de l'industrie,

TABLEAU 3

REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL BRUT PAR
SECTEURS ECONOMIQUES
(en milliards de DA)

Secteurs	1967		1969	
	Montant	%	Montant	%
Agriculture, forêts et pêche	2,3	14,2	2,4	12,4
Pétrole	3,3	20,4	3,7	19,2
Mines	0,3	1,8	0,4	2,1
Industrie, constructions et travaux publics	2,4	14,8	4,3	22,3
Administration publique	2,2	13,6	2,2	11,4
Transports, commerce et services	5,7	35,2	6,3	32,6
Produit national brut aux prix du marché	16,2	100	19,3	100

SOURCE: THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, *Quarterly Economic Review*, Algérie, Supplément annuel, 1971, page 5.

du bâtiment et des travaux publics est, en fait, sensiblement accrue en termes relatifs, alors que celle provenant de l'Administration publique et du secteur tertiaire a diminué.

Le processus d'industrialisation du Pays, mis en oeuvre par le Plan triennal a été le principal objectif du Plan quadriennal de 1970-1973 qui lui a fait suite. Ce dernier a, en effet, prévu des investissements dans le secteur industriel pour un montant de 12.400 millions de DA, soit 45% du total des emplois (27.740 millions de DA). Le Plan a fixé, en particulier, la destination prioritaire des ressources en faveur des activités suivantes:

- 1) recherche et mise en valeur des richesses du sous-sol afin d'augmenter, grâce à leur exportation, les réserves du Pays en devises;
- 2) renforcement de l'offre pour les produits de base indispensables à la modernisation du secteur agricole et au développement de l'industrie nationale (acier, matériaux de construction, produits chimiques, engrais);
- 3) augmentation de la production en biens

TABLEAU 4

STRUCTURE DU PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS PUBLICS
(en millions de DA)

Secteurs	1970	1971	1972	1973	Total	
					Montant	%
Industrie	3.100	3.100	3.100	3.100	12.400	45,0
Agriculture	720	910	1.110	1.400	4.140	15,0
Infrastructures	494	500	600	713	2.307	8,0
Education	650	665	682	721	2.720	10,0
Formation culturelle et professionnelle	135	160	160	132	587	2,0
Construction	238	368	438	476	1.520	5,0
Transports	368	208	131	93	800	3,0
Tourisme	165	170	180	185	700	2,5
Infrastructures sociales et collectives	355	388	438	513	1.696	6,5
Administration publique	210	210	220	230	870	3,0
Total	6.435	6.679	7.059	7.563	27.740	100

SOURCE: MINISTÈRE DES FINANCES - SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Plan Quadriennal 1970-1973*, Rapport Général, page 85.

de grande consommation destinés à satisfaire les besoins essentiels de la population (produits alimentaires, textiles ...).

Le montant global des investissements industriels a donc été réparti parmi les principaux secteurs dans les proportions ci-après: 36% au secteur des hydrocarbures, 15% à l'industrie sidérurgique, 11% à celle de la mécanique et de l'électricité, 8% en faveur des industries pour les matériaux de construction.

En ce qui concerne l'agriculture, le Plan quadriennal a prévu des investissements pour un montant de 4.140 millions de DA, soit 15% du total des emplois; 50% des investissements effectués dans ce secteur ont été directement destinés à accroître et amé-

TABLEAU 5

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS PAR TYPE
ET PAR SECTEUR
(en millions de DA)

Nature des investissements	Secteurs	Montants		%
		du secteur	cumu- latifs	
Directement productifs	Agriculture	3.360		
	Industrie	10.118	13.478	49,0
Recherche	Pétrolière	1.310		
	Minière	267		
	Hydraulique	200	1.777	6,4
Modernisation	Agriculture	780		
	Communications	455		
	Transports	250		
	Télécommunications	50	1.535	5,5
Infrastructure culturelle et économique	Education et formation	3.307		
	Communications	557		
	Télécommunications	315		
	Travaux d'hydraulique	600		
	Electricité	735		
	Zones industrielles	100		
	Transports	550	6.164	22,0
Equipement touristique et thermal	Tourisme	700	700	2,5
Infrastructures sociales et collectives	Constructions	1.520		
	Services coll.	762		
	Hygiène	934	3.216	11,5
Equipement pour les installations de l'Administration publique	Administration publique	870	870	3,1
Total			27.740	100

SOURCE: MINISTÈRE DES FINANCES - SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Plan Quadriennal 1970-1973*, Rapport Général.

liorer la production, alors que ceux concernant les ouvrages d'hydraulique et d'infrastructure ont représenté, respectivement, 26% et 7% de ces emplois.

La troisième partie, la plus importante du Plan, est constituée, enfin, par l'éducation, à laquelle des investissements sont destinés pour une valeur de 2.720 millions de DA, soit 10% de l'ensemble du programme.

À la suite des réalisations du programme de ce Plan quadrienal à la fois imposant et ambitieux, la production intérieure brute qui avait été évaluée à 14.640 millions de DA, devrait augmenter à raison d'un taux annuel moyen de 9% et atteindre le niveau de 21.083 millions de DA en 1973.

2. AGRICULTURE

Bien que l'Algérie ait choisi la voie de l'industrialisation, l'agriculture occupe une position importante dans l'économie du pays, contribue pour environ 13% (1970) à la formation du produit national brut et constitue la principale ressource de plus de 6 millions de personnes.

L'agriculture se caractérise par une structure dualiste due à la coexistence d'un secteur moderne et d'un secteur traditionnel, caractérisés par de remarquables disparités provenant de la distribution des terres, de la dimension et de la structure des exploitations, des techniques de culture adoptées.

Le secteur moderne comprend les exploitations agricoles socialisées ou autogérées nées *de facto* immédiatement après l'indépendance pour assurer la continuité de la gestion des exploitations abandonnées par les propriétaires européens à la suite des événements belliqueux bien connus. Une série de mesures promul-

guées en 1962-1963 (1) consolidait du point de vue législatif et institutionnel la nouvelle forme de gestion collective des terres (2) qui, en 1967 et en 1968, a fait l'objet d'une restructuration ultérieure tant en ce qui concerne l'organisation que les rapports avec l'Etat.

La réforme de l'organisation de l'autogestion (ordonnance 68-653 du 30 décembre 1968) a prévu, reprenant les dispositions antérieures, la création dans chaque exploitation d'un Collectif des travailleurs, composé de tous ceux qui participent aux processus de la production et à ceux de la gestion de l'exploitation agricole même. Conformément aux dispositions en vigueur, il exprime sa volonté et ses choix par l'intermédiaire des organes suivants:

- 1) l'Assemblée générale des travailleurs, qui constitue l'organe suprême et est composée uniquement du personnel permanent de l'exploitation; elle élit le Président et le Conseil des travailleurs;
- 2) le Conseil des travailleurs, qui applique les directives données par l'Assemblée générale, élit le Comité de gestion et en contrôle même l'activité;
- 3) le Comité de gestion qui est chargé de la gestion de l'exploitation et en assume la responsabilité;

(1) En particulier, le décret n. 63-388 du 1er octobre 1963 nationalisait les terres appartenant aux européens. A partir de cette date la propriété foncière appartient uniquement à des personnes physiques ou juridiques algériennes ou à l'Etat qui la gère à l'aide de comités de gestion créés à cet effet.

(2) Consulter sur cette question qui sera reprise dans la partie concernant le crédit agricole: A. TIANO, *Le Maghreb entre les Mythes*, éd. P.U.F. - Paris, 1967, pages 226-241; T. TIDAFI, *L'Agriculture algérienne et ses perspectives de développement*, éd. F. Maspéro - Paris, 1969; H. TEMMAR, *La marche vers l'autogestion agricole*, dans « Algérie et Développement », janvier-février 1971, n. 5, pages 22-26.

- 4) le Président, qui représente le Collectif des travailleurs dans tous les actes de l'exploitation et assure le contrôle de l'exécution des décisions prises par les organismes mentionnés;
- 5) le Directeur, qui représente l'Etat et exécute les décisions prises par les organes de l'exploitation, avec le droit de s'opposer à toute décision qui ne serait pas conforme à l'esprit et aux normes de l'autogestion.

En ce qui a trait, par contre, aux relations avec l'Etat, les réformes intervenues à partir de 1967 ont dissous en premier lieu l'organisme de tutelle préexistant représenté par l'Office National de la Réforme Agraire (O.N.R.A.) (1), et confié la tutelle des exploitations autogérées au Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire.

Les réformes en question ont, en second lieu, attribué au secteur socialiste une plus grande autonomie, éliminant la centralisation rigide des décisions et l'excès de bureaucratie qui avaient caractérisé jusque là les relations entre les exploitations et l'O.N.R.A.

L'agriculture moderne se distingue, outre que par les composantes d'ordre institutionnel représentées par l'autogestion, par les facteurs suivants:

- 1) adoption de techniques d'exploitation modernes;
- 2) exploitations localisées dans les terres fertiles de la zone du littoral et de celle proche du littoral, dont les productions sont axées sur des cultures riches (vignes, fruits, horticulture, cultures industrielles) destinées à être commercialisées, principalement sur les marchés étrangers;

(1) L'O.N.R.A. fut constitué le 18 mars 1963. Voir à la page 214 et suivantes pour ce qui concerne ses fonctions et les interventions de cet office dans le secteur agricole.

- 3) les exploitations de moyenne et grande dimension y jouent un rôle très important en termes de superficie occupée.

Le secteur autogéré couvre approximativement 2,4 millions d'hectares, répartis entre 2.200 exploitations environ, la plupart desquelles (1.303, soit 59,54% de l'ensemble) comprend comme on peut le voir dans le tableau suivant, de 100 à 1.000 ha. La superficie globale (760.845 ha., soit 28,32% du total) a cependant une moindre importance que celle des exploitations couvrant de 1.000 à 2.000 ha. et de plus de 2.000 ha. lesquelles, bien que numériquement inférieures (respectivement 510, soit 23,30% et 308, soit 14,07%), occupent, en fait, 30,48% et 41,02% de la superficie totale. Ce secteur donne enfin du travail fixe à 115.000 personnes environ et du travail saisonnier à au moins 120.000 (ce qui couvre 20% de l'offre du travail de l'agriculture) et il représente la source de subsistance pour à peu près un million de personnes.

Au contraire du secteur autogéré le secteur traditionnel, (ou privé) occupe principalement les terres pauvres des régions de l'intérieur à climat semi-continental sec et sa caractéristique est l'agriculture d'autoconsommation, et les méthodes d'exploitation rudimentaires. Il en résulte qu'une grande partie de ce secteur n'utilise pas la monnaie, mais en période de plus grosses récoltes il existe cependant des échanges monétaires limités lorsque l'excédent de la production, une fois satisfaits les besoins alimentaires, est acheminé vers le marché. A cet égard, les exceptions sont constituées surtout par les exploitations plus importantes qui fondamentalement revêtent les mêmes aspects, que ceux caractérisant les exploitations autogérées, et se trouvent comprises dans le secteur traditionnel parce que les terres y sont détenues par des propriétaires privés.

L'agriculture traditionnelle représente une source de subsistance pour à peu près 5 millions de personnes, et couvre environ

TABLEAU 6

STRUCTURE DU SECTEUR AGRICOLE AUTOGERE

Dimensions des exploitations	Exploitations		Surface correspondante	
	Nombre	%	ha.	%
Moins de 100 ha.	67	3,06	3.730	0,16
De 100 à moins de 500 ha.	683	31,21	213.130	9,14
De 500 à moins de 1.000 ha.	620	28,34	447.715	19,19
De 1.000 à moins de 2.000 ha.	510	23,31	711.155	30,48
De 2.000 ha. et au-delà	308	14,08	957.130	41,03
Total	2.188	100	2.332.860	100

SOURCE: SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*, Tableau IX, 1, page 106.

TABLEAU 7

L'EMPLOI DANS LE SECTEUR AGRICOLE AUTOGERE
(campagne agricole de 1967-1968)

Type de l'emploi	Effectif des travailleurs		
	maximum	minimum	moyen
Emplois permanents	120.500	109.800	114.620
Emplois saisonniers	170.300	83.400	119.730
Autres types d'emplois	23.300	13.400	18.210
Effectif global des travailleurs	303.900	207.600	252.860

SOURCE: SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*, Tableau V, 2, page 74.

5,8 millions d'ha., dont la distribution présente des caractéristiques différentes de celles précédemment examinées pour le secteur socialisé: 26,58% de la superficie appartient en fait à 16.530 grandes exploitations (dont l'étendue excède 50 ha.), 50,81% à 147.043 exploitations moyennes (dont la surface est comprise

TABLEAU 8

STRUCTURE DU SECTEUR AGRICOLE TRADITIONNEL

Dimensions des exploitations	Exploitations		Surface correspondante	
	Nombre	%	ha.	%
Moins de 1 ha.	134.780	22,97	59.180	1,01
De 1 à moins de 5 ha.	174.215	29,69	456.080	7,81
De 5 à moins de 10 ha.	114.275	19,47	802.865	13,75
De 10 à moins de 20 ha.	87.540	14,92	1.218.215	20,87
De 20 à moins de 50 ha.	59.503	10,14	1.749.330	29,97
De 50 à moins de 100 ha.	11.875	2,02	765.585	13,11
De 100 ha. et au-delà	4.655	0,79	786.905	13,48
Total	586.845	100	5.839.660	100

SOURCE: SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*, Tableau IX, 2, page 108.

entre 10 et 50 ha.), 13,74% à 114.275 petites exploitations (dont la surface est comprise entre 5 et 10 ha.), tandis que 8,83% de la superficie totale se trouvent répartis entre 308.995 petits fellahs (dont la surface est de moins de 5 ha.).

Le dualisme qui caractérise les deux secteurs et, en particulier, celui qui existe aussi à l'intérieur du secteur traditionnel, — où on assiste à la coexistence de grands domaines qui ne sont pas directement cultivés par leurs propriétaires et une importante quantité de petits lopins de terre caractérisés par une agriculture d'auto-consommation — a incité les pouvoirs publics à entreprendre une réforme agraire dès 1963.

En huit années d'indépendance, divers projets de réformes ont été publiés sans qu'aucun d'entre eux ait jamais été approuvé. Le dernier projet (Charte de la Révolution Agraire), publié en 1970 et modifié ensuite en juillet 1971, est essentiellement basé sur deux

principes: redistribution de la propriété foncière (« la terre à ceux qui la travaillent ») et création de coopératives agricoles (1).

Différente est la participation du secteur moderne et de celui traditionnel à la production agricole nationale (2). Comme on peut le voir du tableau suivant, le premier assure en fait 60% environ de la production globale et tout particulièrement 90% du vin et des agrumes et 87% des récoltes des cultures industrielles. Le secteur traditionnel couvre au contraire 65% de la production céréalière et 63% de celle fruitière.

Les produits principaux de l'agriculture algérienne sont les céréales, les agrumes, et le raisin. La production céréalière n'est pas suffisante pour la demande intérieure et, en outre, (à cause de l'autoconsommation) alimente le marché seulement partiellement, tandis que les agrumes et les fruits alimentent des exportations, surtout vers la France. La viticulture enfin, a toujours représenté jusqu'à quelques années en arrière la culture la plus importante de l'agriculture algérienne, l'Algérie représentant ainsi l'un

(1) Pour avoir un aperçu des textes fondamentaux actuels de la réforme agraire et de ses objectifs, voir: *La révolution agraire engage les campagnes dans la voie du socialisme* dans « Le Monde Diplomatique », janvier 1972. Pour une analyse plus approfondie voir T. TIDAFI, *L'agriculture algérienne*, op. cit., pages 126-178.

(2) Du point de vue structurel et fonctionnel les différences marquantes entre le secteur moderne et le secteur traditionnel ont pour effet de déterminer des écarts considérables entre les divers rendements: sur la base des données de 1969, par exemple, le rendement moyen des différentes cultures céréalières était de 8 quintaux par hectare dans le secteur socialiste, tandis qu'il dépassait de peu la moitié de ce chiffre dans le secteur traditionnel; en ce qui concerne les agrumes, on a obtenu des rendements respectifs égaux à environ 112 et 70 quintaux par hectare. Dans le cas de la viticulture, par contre, l'écart des rendements a été minime (29 hectolitres par hectare dans le secteur autogéré et 28 hectolitres dans le secteur traditionnel) surtout parce que cette culture est située dans les terres fertiles de la bande de terre longeant le littoral et qu'elle est pratiquée par les exploitations les mieux gérées du secteur traditionnel.

TABLEAU 9

STRUCTURE DE LA PRODUCTION AGRICOLE (1969)

(Superficies en milliers de ha.; Production en milliers de q.)

Rubriques	Secteur autogéré		Secteur privé		Total	
	Superficie	Production	Superficie	Production	Superficie	Production
Céréales d'hiver	793	6.356	2.208	12.007	3.001	18.363
Céréales d'été	8	126	4	35	12	161
Légumes	49	219	41	207	90	426
Vin (en milliers d'hl.)	262	7.665	37	1.045	299	8.710
Agrumes	40	4.390	6	522	46	4.912
Fruits	52	1.455	152	2.545	204	4.000
Cultures maraîchères	49	3.390	61	3.423	110	6.813
Cultures industrielles	11	1.139	8	166	19	1.305

SOURCE: Elaboration des tableaux pages 114-120 du SECRÉTARIAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*.

des principaux producteurs et exportateurs mondiaux de vin, qui était vendu presque entièrement en France.

Mais cette situation a changé depuis 1967 à la suite des difficultés dues dans le placement de la production sur les marchés internationaux et surtout sur celui français (1).

(1) En 1967, le gouvernement français révoqua en fait les accords commerciaux concernant l'importation de vins algériens provoquant une accumulation considérable de stocks malgré la diminution quantitative de la production. Il s'agit, en effet, de 6,6 millions d'hectolitres seulement, alors qu'en 1966 on en produisit au moins 18,6 millions, en 1968: 10 millions et en 1970 environ 8 millions d'hectolitres. Le problème de la commercialisation ne fut que partiellement résolu par l'ouverture des marchés soviétiques en 1968: l'accord commercial avec l'U.R.S.S. prévoyait, en effet, l'absorption d'environ 50% de la production, mais toutefois à des prix de près de la moitié de ceux payés par la France. Cette dernière a, ensuite, au début de 1971, définitivement déclaré qu'elle cesserait d'importer des vins algériens, invoquant à ce propos les normes établies par le Marché Commun Européen sur les importations de pays n'adhérant pas à la Communauté.

Récemment, en fonction de telles circonstances, le gouvernement algérien a cependant décidé la conversion d'une partie des cultures des vignes en céréales, en vue de résoudre en outre le problème du déficit en cultures céréalières.

Cette solution est d'ailleurs en accord avec la politique prévue par le Plan quadriennal qui prévoit, en fait, la conversion des productions réservées aux marchés étrangers au bénéfice de celles destinées à la satisfaction des besoins du marché alimentaire national ou de celles destinées à l'industrie nationale.

En ce qui concerne les opérations de récolte et de distribution des produits agricoles, des Offices nationaux compétents ont été progressivement mis en place depuis 1962; ces offices détiennent, à présent, le monopole de la commercialisation de tous les produits agricoles tant sur le marché international que sur celui intérieur (1).

La création de ces organismes avait, entre autres motifs, pour objet de dissocier la fonction de production de celle de vente au sein des exploitations autogérées. C'est l'organe chargé de la commercialisation qui serait donc responsable des risques inhérents aux fluctuations des prix à l'exportation, mais qui, en fait, transférerait sur le marché intérieur les pertes éventuelles subies sur les marchés extérieurs. On a tenté de remédier à une telle situation en stabilisant les prix minima des produits remis par les exploitations socialistes lesquelles, cependant, n'ont aucune pos-

(1) Les Offices nationaux créés en Algérie sont: 1) Office des fruits et légumes d'Algérie (O.F.L.A.), 2) Office national des aliments du bétail (O.N.A.B.), 3) Office national de commercialisation du vin (O.N.C.V.), 4) Office national du lait (O.N.A. LAIT), 5) Office algérien interprofessionnel des céréales (O.A.I.C.), 6) Office national de l'alfa (O.N.ALFA), 7) Office national des produits oléicoles (O.N.A.P.O.). Consulter pour plus de détails sur leur fonctionnement: « *Un exemple: les Offices nationaux algériens* », dans « *Jeune Afrique* ».

sibilité de contrôle sur la commercialisation, cette dernière donnant lieu à des opérations effectuées arbitrairement par les « Offices nationaux ». En outre, les paiements aux exploitations ne sont pas toujours effectués avec la ponctualité voulue (1).

3. L'INDUSTRIE ET LES RESSOURCES NATURELLES

Jusqu'aux dernières années de la domination française, la structure de l'industrie algérienne a été largement basée sur des critères qui en faisaient le complément de celle de la Mère-Patrie. Il est résulté de cette intégration que diverses industries de transformation ont surgi dans le Pays, leur coefficient en capitaux était relativement faible et les initiatives dans les secteurs de base ont fait défaut, en particulier les industries de transformation des ressources naturelles (2).

Les pouvoirs publics français n'ont envisagé le problème de l'expansion industrielle en Algérie qu'en 1958 dans le Plan de Constantine. Ce dernier prévoyait la réalisation de trois grands projets destinés à combler le vide dans les secteurs de base, ce sont: les raffineries d'Alger, le complexe de la pétrochimie à Arzew pour la liquéfaction du gaz naturel et le centre sidérurgique de El-Hadjar (Annaba) (3).

Une fois l'indépendance obtenue, le principal objectif du gouvernement algérien a été de doter le Pays d'un appareil indus-

(1) Voir *Un exemple: les Offices nationaux algériens, op. cit.*, page XXIII.

(2) L'Algérie a été dotée de diverses industries de transformation pour les produits agricoles, de moulins, de fabriques de pâtes alimentaires, de cimenteries et de fabriques de chaussures, alors qu'elle ne possédait aucune installation industrielle de sidérurgie et de mécanique importante.

(3) Les deux premiers furent terminés en 1964, le troisième, par contre, n'a été mis en marche qu'en juin 1969.

triel autonome et d'importance suffisante pour accélérer le décollage de l'économie nationale et de prendre en même temps le contrôle des moyens de production. Ces tendances ont déterminé la création d'un vaste secteur industriel public lequel, après diverses nationalisations des entreprises étrangères (1) englobe aujourd'hui presque la totalité des différentes activités de la production. Ce secteur comprend un certain nombre de grandes sociétés nationales directement régies par l'Etat (2) et de diverses entreprises à économie mixte dans lesquelles l'Etat possède directement ou indirectement une participation majoritaire.

Bien qu'il soit le plus étendu, le secteur public ne contrôle pas encore la totalité des moyens de production dont une partie est dirigée par des entreprises autogérées ou appartenant à des particuliers. Les premières ont surgi, ce qui fut le cas du secteur agricole, à la suite de l'abandon par les européens de leurs exploitations en 1962. En effet, on estime que les 2/3 des entreprises existantes en 1961 (240) furent abandonnées par leurs propriétaires respectifs, ce qui paralysa une grande partie de l'activité de production. Comme il s'agissait alors d'établissements de moyenne dimension, le poids de l'autogestion dans le secteur industriel est très inférieur à celui provenant de l'intervention directe de l'Etat et il est, en outre, moins important par rapport à celui du secteur agricole en termes d'emploi, de revenu et du point de vue social. L'industrie privée, enfin, est surtout formée de petites et moyen-

(1) Exception faite des entreprises opérant dans le secteur minier et dans celui des hydrocarbures, 45 établissements étrangers opérant dans les secteurs de plus grande importance ont été nationalisés entre les mois de mai et juin 1968: constructions mécaniques et électriques, engrais et produits fertilisants, matériaux de construction, alimentation.

(2) Quelques sociétés nationales ont, soit la forme de véritables *holdings*, soit celle de *holdings* mixtes.

TABLEAU 10

STRUCTURES DU SECTEUR INDUSTRIEL (1968)

Rubriques	Entre- prises nationa- lisées	Autres entre- prises publi- ques	Entre- prises privées	Entre- prises auto- gérées	Total
Nombre d'entreprises	25	36	462	117	640
Nombre d'installations industrielles	260	43	516	166	985
Nombre d'employés	50.970	5.400	31.604	8.287	96.261
Chiffre d'affaires (en millions de DA)	2.431	287	1.683	212	4.613
Valeur ajoutée aux prix du marché (en millions de DA)	1.257	100	719	115	2.192

N.B.: Les données reportées ne comprennent pas le secteur des hydrocarbures et celui du bâtiment et des travaux publics. En outre, seules les industries ayant plus de 20 employés ont été recensées. Les données se réfèrent enfin à une enquête sur l'industrie effectuée en 1968.

SOURCE: SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*, Tableau X, 2, page 137.

nes entreprises qui ressemblent, le plus souvent, à l'artisanat typique des régions méditerranéennes de l'Afrique du Nord.

Le tableau ci-dessus résume les observations qui précèdent et fait ressortir la répartition par secteur juridique du nombre des entreprises, des unités de production, de l'effectif du personnel, de même que le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée.

Cet objectif consistant à créer une industrie nationale a progressivement amené les pouvoirs publics à s'assurer le contrôle des ressources naturelles du Pays et à procéder à une vaste algérinisation, laquelle commença dans le secteur minier en 1966 (1),

(1) En effet, conformément aux dispositions légales du 8 mai 1966, toutes les sociétés minières furent nationalisées et une grande entreprise nationale fut constituée: La Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Minière (S.O.N.A.R.E.M.).

et intéressa ensuite le secteur des hydrocarbures (1), à la suite des mesures de nationalisation des Compagnies françaises du 24 fé-

(1) Le processus de nationalisation des hydrocarbures mériterait une étude plus approfondie et dépasserait l'objet du présent ouvrage qui ne nous permet que de brèves références sur les rapports franco-algériens. Le déroulement de ces derniers s'est articulé en trois phases dont le point culminant est la loi de nationalisation de 1971. La première phase va de la date de l'indépendance au 29 juillet 1965, elle ne présente pas de changements appréciables du *status quo* de la période coloniale. Dans les articles des accords d'Evian du 19 mars 1962 concernant les hydrocarbures, la structure existante avait été confirmée et était réglementée par le Code pétrolier saharien. Elle représentait, dans la pratique, un régime de concessions dans lequel le nouvel Etat se substituait à la France et exerçait tous les droits, jouissait des prérogatives et assumait les obligations dérivant de la nature du pouvoir public concédant, en vue des applications de la loi sur l'exploitation des mines et des gisements de pétrole. L'Algérie continuait donc à jouer son rôle de fournisseur de matières premières auquel un pouvoir d'imposition fiscale venait s'opposer.

Cette situation de transition ne pouvait que donner lieu à de sérieuses critiques de la part de l'Algérie et le 29 juillet 1965 les accords franco-algériens de coopération industrielle et pétrolière furent passés: ils marquèrent le début d'une phase nouvelle dans la réglementation de l'exploitation des ressources pétrolières du Pays. Cette phase se caractérisa par la concentration obligatoire des concessions en une association de coopération (AS.COOP.) formée par une société nationale algérienne la: Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation et la Commercialisation des Hydrocarbures (SO.NA. TRA.C.H.) et par une société française contrôlée par l'Etat (ERAP, 100%), la Société Pétrolière Française en Algérie (SO.PE.F.AL.).

Cette formule n'était pas destinée à être de longue durée parce que dès 1967 l'Algérie s'opposa aux transferts de capitaux des sociétés pétrolières et contesta les prix fixés par les compagnies ainsi que la base de l'imposition fiscale. La troisième phase débuta donc et fut caractérisée par l'achat des structures pétrolières du Pays et se conclut le 24 février 1971, lorsque le gouvernement algérien annonça qu'il prendrait une participation majoritaire dans les sociétés françaises et nationalisa le réseau de distribution et les gisements de gaz dont la France était concessionnaire. En avril de la même année, le gouvernement algérien fixa unilatéralement le prix du pétrole et le montant des indemnités à payer aux sociétés françaises et prit de nouvelles dispositions législatives concernant la structure du secteur des hydrocarbures (mesures des 12 et 14 avril).

vrier 1971; ce dernier est complètement placé sous la direction de la Société algérienne SO.NA.TRA.C.H. (1) qui détient aujourd'hui les 3/4 de la production du pétrole, la totalité de celle du gaz naturel et tout le réseau national de distribution de carburants et de sous-produits des hydrocarbures (2).

Les richesses du sous-sol en question occupent une position stratégique dans le développement de l'économie algérienne et constituent un facteur essentiel d'expansion de ce Pays. Elles alimentent, en effet, une industrie de transformation importante représentée particulièrement par la pétrochimie et la liquéfaction de gaz naturel dont la production — en même temps que celle du pétrole brut — afflue sur les marchés étrangers permettant ainsi au Pays de se procurer une partie des ressources financières lui donnant la possibilité de faire face aux importations de biens d'équipement nécessaires à son industrialisation. Ces industries font partie du complexe de Arzew et seront renforcées à l'avenir par la réalisation du Centre de Skikda.

Exception faite des activités liées au secteur des hydrocarbures et du centre sidérurgique de El-Hadjar (Annaba), l'industrie algérienne ne présente pas d'autres initiatives d'envergure. Elle est surtout caractérisée par une structure traditionnelle basée sur l'ac-

(1) L'art. 1 de la loi organique des hydrocarbures (12 avril 1971) établit, en effet, que: « toute personne physique ou morale étrangère désirant exercer des activités dans le domaine de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures liquides en Algérie, ne peut le faire qu'en association avec la Société nationale SO.NA.TRA.C.H., et l'art. 3 ajoute que « ...le pourcentage d'intéressement de la Société nationale SO.NA.TRA.C.H. doit y être de 51% au moins ».

(2) Avant les mesures prises le 24 février 1971, la SO.NA.TRA.C.H. détenait 30% de la production du pétrole, 25% de celle du gaz naturel et un peu plus de la moitié du réseau de distribution terrestre (oléoducs et gazoducs).

tivité de transformation de produits agricoles, sur l'industrie textile et celle des matériaux de construction, d'autre part, divers projets prévus par le Plan quadriennal sont en cours d'exécution (1).

4. RAPPORTS DE L'ALGÉRIE AVEC L'ÉTRANGER

Dans ce chapitre nous étudierons les principaux aspects des relations entre le système économique algérien et les systèmes du reste du monde. Nous analyserons, en particulier, le régime et la

(1) L'Algérie possède une industrie textile laquelle, depuis 1964, a été renforcée de cinq nouveaux complexes. Ceux-ci ont été réalisés avec l'aide de la Yougoslavie, de la Bulgarie, de l'Égypte et de la France, et devraient permettre, selon les prévisions des pouvoirs publics, de satisfaire à la demande interne. En ce qui concerne leur situation, deux usines ont été construites dans la zone d'Oran, deux dans celle de Constantine et une dans la zone d'Alger. Le Plan quadriennal prévoit l'accroissement de ce secteur par la construction d'un centre de filature et de tissage de la laine et d'un autre pour la fabrication des fibres synthétiques. La production de tissus sera ainsi augmentée de 60 à 110 millions de mètres carrés.

L'industrie sidérurgique est représentée par le complexe intégré de El-Hadjar (Annaba) dont le potentiel sera accru, pendant la période quadriennale, par la réalisation d'un second haut-fourneau et d'autres centres de fabrication. A la fin de cette phase il est prévu que la sidérurgie nationale aura une capacité de 1,5 à 1,8 millions de tonnes. Le plan envisage, enfin, des investissements supplémentaires de 1.900 millions de dinars.

En ce qui concerne l'industrie mécanique, en 1969 la construction du complexe de Constantine a été commencée: il est doté d'un potentiel de production de 10.000 moteurs diesel et de 5.000 tracteurs et en 1970 le centre de construction d'automobiles d'Oran a été commencé.

L'industrie alimentaire (fabriques de boissons, meuneries, fabriques de pâtes) occupe une position importante et sera potentialisée dans l'avenir grâce à l'extension des 17 unités existant déjà et l'implantation de 9 autres industries.

La richesse du sous-sol algérien — exception faite des hydrocarbures — constitue un facteur favorable au développement du secteur minier et à l'industrialisation du Pays.

Il convient de noter que les gisements de fer et de phosphates alimentent des courants d'exportation; en ce qui concerne les premiers on met en oeuvre un projet d'exploitation des gisements de Gara Djebilet, qui sont considérés comme une des mines les plus importantes du monde.

structure des échanges commerciaux, la coopération et l'aide internationales, ainsi que la discipline des investissements étrangers (Code des investissements).

En ce qui concerne le premier aspect, l'Etat algérien contrôle les transactions commerciales avec l'étranger au moyen d'un ensemble de monopoles qu'il gère directement (Offices nationaux), ou donne en gestion à différentes sociétés nationales, pour ce qui a trait aux biens reliés directement à leur activité. Les importations en particulier sont, en outre, assujetties à un système de contingentements et d'autorisations préalables sévères, et surtout, pour les biens de consommations, frappées de droit onéreux.

Si l'on en excepte les pétroles, la structure des échanges commerciaux de l'Algérie est la même que celle de nombreux Pays en voie de développement, elle est classique pour un Pays sur la voie de l'industrialisation et où prédomine l'agriculture (1). Si l'on se réfère aux importations, les postes les plus importants sont représentés en fait par ceux des biens d'équipement et de matières premières, ou encore ceux de produits semi-ouvrés destinés à être traités ultérieurement par l'industrie nationale, par les produits manufacturés et les biens de consommation (véhicules automobiles, appareils électro-ménagers, textiles), par les produits pharmaceutiques et par certains produits agricoles, et parmi ces derniers le blé. Parmi les exportations, on trouve au premier rang les hydrocarbures suivis par les produits agricoles et alimentaires (vin, fruits, agrumes et légumes) et par les produits miniers (fer et phosphates).

(1) La situation et les perspectives du commerce extérieur de l'Algérie ont été récemment l'objet d'une brève analyse rédigée par le Ministre du Commerce Layachi Yaker, lui-même, et intitulé: « Les échanges s'adaptent aux objectifs du développement économique »; cette étude a été publiée dans « Le Monde Diplomatique » de janvier 1972, la consulter pour de plus amples détails.

TABLEAU 11

COMPOSITION DES ECHANGES COMMERCIAUX
(en millions de DA)

Produits	1968		1969	
	Montant	%	Montant	%
<i>Importations</i>				
Céréales	242	6,1	173	3,5
Sucre	86	2,1	36	0,7
Lait	119	2,9	120	2,4
Autres denrées alimentaires	265	6,6	298	6,0
Biens de consommation non alimentaires	841	20,9	992	20,0
Matières premières	240	5,9	292	5,9
Acier	346	8,6	470	9,4
Outillage agricole	115	2,9	97	1,9
Equipped industriel	1.127	28,1	1.196	24,0
Autres biens	641	15,9	1.307	26,2
Total	4.022	100	4.981	100
<i>Exportations</i>				
Pétrole	2.811	68,6	2.720	59,0
Gaz naturel	148	3,7	171	3,7
Matières premières	235	5,8	196	4,2
Produits finis	129	3,1	182	4,0
Fruits et légumes	227	5,5	255	5,5
Vins et boissons	384	9,3	600	13,0
Autres biens	163	4,0	486	10,6
Total	4.097	100	4.610	100

SOURCE: SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*, Tableau XIV, 3, page 193; THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, dans « Quarterly Economic Review », Supplément Annuel 1971, page 18.

La balance des échanges commerciaux algériens a été caractérisée pendant la période 1946-1961 par d'importants soldes passifs. La situation, en revanche, s'est améliorée de plus en plus pendant la période qui a suivi l'indépendance, grâce surtout aux rentrées de fonds procurées par les hydrocarbures. Pendant la pé-

TABLEAU 12

BALANCE COMMERCIALE DE 1955 A 1970
(en millions de DA)

Année	Importa- tions	Exporta- tions	Solde	Année	Importa- tions	Exporta- tions	Solde
1955	2.439	1.620	— 819	1963	3.432	3.747	+ 315
1956	2.726	1.501	— 1.225	1964	3.472	3.589	+ 117
1957	3.829	1.717	— 2.112	1965	3.314	3.146	— 168
1958	4.788	2.051	— 2.737	1966	3.158	3.069	— 89
1959	5.631	1.804	— 3.827	1967	3.154	3.571	+ 417
1960	6.245	1.946	— 4.299	1968	4.022	4.097	+ 75
1961	5.057	1.821	— 3.236	1969	4.981	4.610	— 371
1962	3.682	3.781	+ 99	1970	6.205	4.980	— 1.225

SOURCE: SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*, Tableau E, 13, page 268.

riode 1955-1970 la valeur des importations et des exportations a été mise en évidence dans le tableau ci-dessus. On ne connaît pas les données concernant la balance des paiements et les réserves en devises.

Malgré la diversification et l'extension de la zone d'échange qui ont eu lieu depuis l'indépendance, la France reste encore le partenaire le plus important de l'Algérie dans le domaine commercial. En 1970 la France a, en effet, participé dans la mesure de 42,4% aux importations et de 53,6% aux exportations algériennes. Cependant, il y a quelque temps déjà les autres pays européens sont de plus en plus intéressés par le marché algérien — en particulier, les Pays de la C.E.E., moins la France, ont participé en 1970 aux importations algériennes dans une proportion de 22,6% et aux exportations dans la mesure de 20%. Les Pays au-delà du rideau de fer, et surtout l'U.R.S.S. ont manifesté le même intérêt.

En ce qui concerne le deuxième aspect des rapports avec l'étranger, c'est-à-dire la coopération internationale, l'Algérie indé-

TABLEAU 13

PRINCIPAUX PAYS FOURNISSEURS ET CLIENTS DE L'ALGERIE EN 1970

Pays fournisseurs	%	Pays clients	%
France	42,4	France	53,6
République Fédérale allemande	10,0	République Fédérale allemande	12,9
Italie	7,3	Italie	4,2
Benelux	5,3	Benelux	2,9
Ensemble des Pays de la C.E.E.	65,0	Ensemble des Pays de la C.E.E.	73,6
Etats-Unis	8,0	Pays socialistes	7,6
Pays socialistes	7,0	Autres Pays	18,8
Autres Pays	20,0		

SOURCE: L. YAKER, *Les échanges s'adaptent*, op. cit.

pendante a opté pour une diversification de ses relations. A côté des multiples relations entretenues avec la France (coopération culturelle et technique, assistance militaire, aides financières...), de nombreux accords bilatéraux de coopération technique et d'aide financière ont été en fait passés avec différents Pays, parmi lesquels l'U.R.S.S., les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, les Pays socialistes et la République Fédérale allemande (1).

L'Algérie fait également partie du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, de l'I.D.A., du G.A.T.T.; elle a participé au capital de la Banque Africaine de Développement et, en tant que Pays producteur de pétrole, elle est devenue membre en 1969 de l'*Organisation of Petroleum Exporting Countries* (O.P.E.C.).

(1) En ce qui concerne les formes et les voies de la coopération avec la France, consulter: P. PASCALLON et J.F. DE LAULANIE, *L'expérience monétaire algérienne: du satellisme à l'indépendance monétaire*, dans: «Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques», n. 1, mars 1971, pages 50-59.

Il nous reste à parler rapidement de la discipline des investissements étrangers, qui fait l'objet de ce qu'on désigne sous le nom de Code des Investissements de 1966 (1).

Ce code contient les trois principes fondamentaux suivants: 1) toute personne physique ou juridique de nationalité étrangère (ou algérienne) a la faculté d'entreprendre la réalisation d'investissements dans le secteur de l'industrie et du tourisme; 2) dans les secteurs reconnus vitaux pour l'économie nationale (par exemple, celui des hydrocarbures) l'initiative de la réalisation des projets d'investissement est réservée à l'Etat qui peut y faire participer le capital privé national ou étranger; 3) l'Etat a la faculté de procéder dans tous les secteurs à la création de sociétés à économie mixte.

Les investissements étrangers ayant, au préalable, fait l'objet d'un accord avec l'Etat algérien, bénéficient — sur la base des textes de loi — d'une série de garanties et d'avantages de nature fiscale et financière, différenciés selon l'importance et les caractéristiques techniques et économiques de l'initiative (2). Il ne semble pas, toutefois, que jusqu'à présent, le Code des Investissements

(1) Le Code des Investissements ne concerne pas uniquement le capital privé étranger mais aussi le capital national. D'une manière générale ce code reflète la position des pouvoirs publics à l'égard « ... du rôle de la place, des modalités et des légitimes garanties du capital dans le cadre du développement économique » délimitant « le cadre dans lequel est organisée l'intervention du capital privé dans les diverses branches d'activités économiques ». Consulter: l'Ordonnance n. 66-284 du 15 septembre 1966 « Portant sur le Code des Investissements, Exposé des Motifs », dans: *Commission Nationale des Investissements: le Code des Investissements*, page 15.

(2) L'analyse des projets d'investissements et des demandes de facilités les concernant est renvoyée, selon les cas, à la Commission Nationale des Investissements ou aux Commissions Régionales compétentes qui sont aujourd'hui au nombre de trois (Alger, Oran et Constantine). En ce qui concerne le fonctionnement de la Commission Nationale et des Commissions Régionales, voir les textes de loi réunis dans: *Commission Nationale des Investissements: le Code des Investissements*, op. cit.

ait été un instrument efficace d'encouragement à l'emploi de capitaux étrangers, particulièrement sensible, surtout après les mesures de nationalisation, aux circonstances de nature politique.

5. SECTEUR TERTIAIRE

a) *L'intermédiation commerciale*

A partir de 1962, l'appareil de distribution algérien a fait l'objet, du point de vue institutionnel, de transformations analogues à celles intervenues dans le secteur de l'agriculture et dans celui de l'industrie. Il s'agit, en premier lieu, de l'institution de l'autogestion des entreprises commerciales abandonnées par leurs propriétaires européens et déclarées par les pouvoirs publics biens vacants. En second lieu, des offices spéciaux de commercialisation ont été créés: ils détiennent le monopole de l'intermédiation commerciale pour des produits déterminés (1). Afin de rationaliser les circuits de distribution et surtout d'exercer une action de stabilisation sur les prix, les pouvoirs publics ont également créés des magasins-pilote, c'est-à-dire des magasins spéciaux de l'Etat ne vendant qu'au détail des denrées alimentaires, des produits textiles, et autres biens de première nécessité. L'approvisionnement de ces unités est assuré par une chaîne d'antennes grossistes dont la gestion a été confiée à l'Office National de Commercialisation (O.NA.CO.).

Les données concernant la structure des échanges à l'intérieur du Pays, la quantité et les prix des négociations, ne sont ni con-

(1) Les offices de commercialisation de produits non agricoles les plus importants sont: 1) l'Office National de Commercialisation (O.NA.CO.), 2) la Société Nationale des Nouvelles Galeries Algériennes (S.N.N.G.A.), 3) la Société Nationale de Commercialisation des Textiles et des Cuir (S.N.CO.TE.C.), 4) la Société Nationale de Commercialisation des Bois et dérivés (SO.NA.CO.B.), 5) la Société Nationale de Transit et de Magasins Généraux (S.N.T.M.G.).

TABLEAU 14

STRUCTURE DU SECTEUR COMMERCIAL DES TRANSACTIONS EN GROS (1969)

Secteurs et activités	Nombre d'entreprises			Total	Chiffre d'affaires en milliers de dinars
	Entreprises individuelles	Sociétés de personnes	Sociétés de capitaux		
Produits agricoles	27	13	1	41	26.609
Commerce de l'alimentation	776	176	23	975	1.299.497
Équipement personnel	435	206	5	646	540.418
Équipement industriel	390	153	40	583	861.540
Machines et accessoires	59	55	35	149	447.781
Équipement familial	72	89	16	177	351.930
Produits divers	28	23	9	60	170.858
Total	1.787	715	129	2.631	3.698.633

SOURCE: SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*, pages 186-187.

nues, ni publiées. Nous nous limitons donc à reporter ici quelques indications sur la distribution des établissements de gros par secteur d'activité.

b) Les assurances

Parallèlement au processus de suppression de la propriété privée de l'appareil de production, les pouvoirs publics ont progressivement acquis le contrôle du secteur des assurances.

L'intervention de l'État algérien dans ce secteur, entièrement contrôlé par des sociétés privées ou publiques étrangères, s'est effectuée en deux phases.

La première phase est représentée par les mesures du 8 juin 1963 lesquelles instituèrent, d'une part, un système de réassurance obligatoire confié à une société nationale constituée à cet effet — il s'agit de la Caisse Algérienne d'Assurance et de Réassurance (C.A.A.R.) — et, d'autre part, définirent une série d'obli-

gations et de limitations en ce qui concerne l'exercice des activités d'assurance (1). Ces limitations, en même temps que la fuite des cadres après la guerre civile, ont déterminé le retrait du marché de 80% environ des compagnies: en effet, à la fin de 1964 il n'y avait plus que 18 sociétés opérant en Algérie dont trois dotées de la personnalité juridique algérienne. Vu la nécessité de combler le vide, la C.A.A.R. fut autorisée à intervenir dans toutes les branches d'assurances (décret du 26 février 1964) et les pouvoirs publics formèrent, avec le concours de capitaux égyptiens, une nouvelle société d'assurance à économie mixte: la Société Algérienne d'Assurance (S.A.A.) contrôlée par l'Etat algérien (à raison de 61%) et à la fondation de laquelle la C.A.A.R. participa également (à raison de 10%).

La seconde phase de l'intervention publique dans le secteur des assurances commença le 27 mai 1966 lorsque l'Etat s'attribua le monopole des activités d'assurance qu'il exerce par l'intermédiaire de sociétés nationales. Le même jour la S.A.A. fut nationalisée et les compagnies étrangères se virent imposer la dissolution, conformément aux termes de la loi.

La dissolution ne fut pas exigée, toutefois, pour les sociétés d'assurance du type des mutuelles, elles furent autorisées à continuer leurs opérations à condition de passer les pouvoirs de leurs conseils d'administration à des commissions administratives formées à cet effet (2).

(1) Il s'agit, en particulier, de la réassurance obligatoire à la C.A.A.R. de 10% des primes des contrats stipulés, des garanties nécessaires pour exercer des activités d'assurance, du contrôle technique du Ministère des Finances, et des normes d'investissement des réserves. D'autres dispositions, enfin, imposaient aux compagnies de rapatrier les réserves dérivant de polices stipulées en Algérie et investies à l'étranger.

(2) C'est le cas de la Caisse Centrale de Réassurance des Mutuelles Agricoles (C.C.R.M.A.) qui constitue le sommet d'un système de 56 « Caisses Régio-

TABLEAU 15

PRIMES PERÇUES, SINISTRES PAYES ET RESERVES DES
COMPAGNIES D'ASSURANCE (1969)
(en milliers de DA)

Branches	Montant des primes		Sinistres payés	Réserves
	C.A.A.R. S.A.A.	C.C.R.M.A.	C.A.A.R. S.A.A.	C.A.A.R. S.A.A.
Accidents				
— d'automobiles	109.650	15.860	27.959	225.871
— du travail	243	23.613	4.297	2.862
— divers	2.572	—	3.174	8.354
Incendie	20.683	7.804	2.305	7.876
Risques divers (maritimes et de transports, responsabilité civile, assurances-vie)	39.507	12.943	11.386	43.400
Total	172.655	60.220	49.121	288.363

SOURCE: SECRÉTARIAT D'ETAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*, pages 231-233.

Les activités d'assurance sont donc exercées par trois compagnies (C.A.A.R., S.A.A., C.C.R.M.A.) à capitaux publics et dont les opérations sont coordonnées par un comité technique spécial créé le 27 mai 1966.

Le montant des primes perçues, des sinistres payés, et des réserves de garantie en 1968 et en 1969 sont reportés sur le tableau ci-dessus.

nales d'assurance mutuelles agricoles » qui lui sont affiliées. Ces dernières ont pour mission d'assurer les risques typiquement agricoles ou liés à l'agriculture, risques transférés ensuite par l'intermédiaire de la réassurance à la C.C.R.M.A.

En ce qui concerne le fonctionnement de la C.C.R.M.A. et des Caisses Régionales d'Assurance Mutuelles, consulter: A. TAHAR, *La Caisse Centrale de Réassurance des Mutuelles Agricoles*, dans « Algérie et Développement, Dossier Finances », n. 6, page 40 et suivantes. Pour les activités d'assurance en Algérie, voir: A. BELBAY, *Les activités d'assurance en Algérie*, dans « Algérie et Développement, Dossier Finances », n. 6, page 29 et suivantes.